

## Implants dentaires : souriez, vous pouvez réduire la facture



Juin 2015 Le Particulier n° 1110

**La pose d'un implant est la technique la plus efficace pour remplacer une dent manquante. Mais son prix est prohibitif. Voici ce que vous devez savoir sur cette intervention et les différentes pistes pour vous offrir un beau sourire sans vous ruiner.**

La perte d'une dent n'a pas que des conséquences esthétiques. « Son absence conduit à une résorption osseuse au niveau de la mâchoire, en hauteur et en épaisseur, explique le Dr Reynald Da Costa-Noble, chirurgien-dentiste au centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux. À terme, si plusieurs dents manquent, des difficultés lors de la mastication peuvent apparaître. » Mieux vaut donc remplacer sans tarder les dents extraites. C'est la fonction de l'implant dentaire.

### **Technique : 95 % de réussite**

La pose d'un implant est, aujourd'hui, bien rodée (voir encadré p. 65). Elle est rarement réalisée sous anesthésie générale, une insensibilisation locale suffisant la plupart du temps. Avant l'opération, un examen clinique, une radio panoramique et un scanner sont généralement pratiqués pour en vérifier la faisabilité. Il est indispensable que l'os de la mâchoire soit de bonne qualité et en quantité suffisante (hauteur et épaisseur). Dans le cas contraire, notamment chez les personnes édentées depuis longtemps, il faut parfois réaliser une greffe osseuse (à partir d'un os de synthèse, ou d'os du crâne ou de la mâchoire) avant de poser l'implant, de 3 à 6 mois plus tard. Dans plus de 95 % des cas, la pose réussit. En cas d'échec, l'implant est retiré, puis – dans la mesure du possible – remplacé, une fois l'os reconstitué dans la cavité.

Cependant, tout le monde ne peut pas bénéficier d'un implant dentaire. Certaines maladies (cardiaques, sida déclaré, cancer en évolution...), certains traitements (immunosuppresseurs, notamment) ou le trop jeune âge du patient constituent des contre-indications.

Sans être rédhitoires, d'autres situations (tabagisme, patients séropositifs ou atteints de diabète insulino-dépendant) nécessitent un diagnostic approfondi.

La pose d'un implant dentaire a le mérite d'éviter celle d'un bridge, c'est-à-dire d'une fausse dent qui prend appui sur les dents adjacentes. En effet, ces dernières devant être taillées pour réaliser les couronnes, ce procédé est envisageable quand elles sont délabrées, mais contestable lorsqu'il entraîne la mutilation de dents saines. « Sans hésitation, la pose d'un implant est actuellement la meilleure solution », affirme le Dr Da Costa-Noble.

### **Remboursements : quasi nuls**

Le coût de l'intervention explique que des patients hésitent ou même renoncent à se faire poser un implant dentaire. À l'échelle nationale, le prix moyen d'un implant (implant proprement dit, pilier et couronne) est de 1800 €, pose comprise. S'il varie selon la zone géographique – il peut rapidement atteindre 2200 €, voire plus, à Paris –, la notoriété du praticien et le matériel utilisé, il est, de toute façon, rarement inférieur à 1400 €.

Pour diminuer la facture, ne comptez pas trop sur l'Assurance maladie, qui se contente de rembourser 75,25 € (70 % du tarif de base de 107,50 €) sur le prix de la couronne sur implant (voir encadré "75,25 € remboursés par la Sécu"), ni sur les formules d'entrée de gamme des complémentaires santé, qui ne prennent en charge que 32,25 € (30 % de 107,50 €). Il faut donc souscrire un contrat haut de gamme pour obtenir un remboursement satisfaisant, de l'ordre de 800 € par implant, couronne comprise. Si plusieurs implants sont nécessaires, attention : un plafond annuel n'autorise souvent pas plus de 3 implants. Même avec une excellente mutuelle, le reste à charge des patients est donc élevé, de 900 à près de 1700 € par implant, selon les contrats.

### **Coût : 4 pistes pour alléger la facture**

Certains chirurgiens-dentistes proposent à leurs patients un tarif dégressif à partir du 2<sup>e</sup> ou du 3<sup>e</sup> implant posé lors d'une même séance. Mais ce n'est pas le seul moyen de diminuer la facture.

- **Les centres hospitaliers universitaires.** Effectuée par des étudiants, l'intervention y est souvent moins onéreuse qu'en cabinet de ville; de 1300 à 1500 € au CHU de Bordeaux, par exemple. Le Dr Da Costa-Noble se veut rassurant : « Les étudiants sont encadrés par des enseignants expérimentés, praticiens hospitaliers qui peuvent intervenir à tout moment. En outre, les étudiants sont parfois des internes ou des dentistes de métier qui suivent une formation en implantologie en CHU. L'hôpital présente aussi l'atout de favoriser une réflexion en équipe, notamment sur les cas qui posent problème. » Quant aux délais d'attente, ils sont raisonnables : d'un mois à un mois et demi au CHU de Bordeaux, par exemple.

**- Les cabinets à bas coûts.** Parfois qualifiés de low cost, de nombreux centres dentaires à tarifs modérés ont fleuri en France depuis la fin des années 2000, tels Adentis, Dentexia ou Dentalvie. Sur le site de ce dernier, l'implant est affiché à 1070 €, pilier et couronne inclus. Mais toutes ces initiatives sont dans le collimateur des praticiens libéraux : ceux-ci reprochent, par l'intermédiaire du conseil de l'ordre des dentistes, à ces cabinets de leur faire de la concurrence déloyale en se concentrant sur l'implantologie, secteur le plus rémunérateur. Thierry Soulié, secrétaire général de la Confédération nationale des syndicats dentaires, pointe un autre risque : « Lorsqu'un cabinet se spécialise dans la pose d'implants dentaires uniquement pour réduire les coûts, il faut faire attention que la productivité ne soit pas un facteur de baisse de la qualité. »

Pour ne pas s'attirer les foudres de l'Ordre, d'autres réseaux pratiquent des tarifs moins agressifs et réfutent l'étiquette de low cost. C'est le cas de Dentifree (de 1300 à 1400 € l'implant). Éric Goettmann, son chargé d'information, justifie de tels tarifs par l'organisation de ces centres : « La gestion centralisée des achats pour tout le réseau génère des baisses de prix. En outre, les dentistes, salariés, n'effectuent que les soins. Ils sont déchargés de la comptabilité et de la gestion des stocks. » Ils peuvent ainsi multiplier les actes médicaux. Installé à Lyon, ledent a adopté une autre stratégie. Les dentistes restent en libéral et pratiquent des tarifs libres, mais la mise à disposition du matériel et du personnel leur est facturée par le réseau, ce qui leur permet de faire baisser les coûts et de proposer un tarif moyen inférieur à 1400 € l'implant.

**- Les réseaux de professionnels de santé.** Par l'intermédiaire de plateformes spécialisées (Santclair, Itelis, Kalivia...), de nombreuses complémentaires santé ont noué des partenariats avec des chirurgiens-dentistes. En échange d'une baisse de leurs tarifs, ceux-ci sont susceptibles d'accroître leur clientèle en accueillant les adhérents de ces complémentaires santé. À la clé pour les clients, des économies parfois substantielles. C'est le cas des assurés d'Allianz, de la Maaf, de MMA..., qui bénéficient des services de Santclair, ce réseau ayant négocié un tarif moyen de 1100 € l'implant à Paris. Cette politique de prix serrés ne lui vaut pas que des amis : boycott de fournisseurs, dénigrement, menaces à l'encontre de la direction..., ce qui a entraîné la résiliation de leur contrat par 21 chirurgiens-dentistes. Néanmoins, le réseau se développe et vise l'objectif de 40 centres spécialisés, répartis sur le territoire. Itelis (partenaire d'Axa, d'Humanis, de Mutuelle verte...) travaille, quant à lui, avec plus de 140 chirurgiens-dentistes implantologues et facture la pose d'un implant entre 1400 et 1620 €, en moyenne. Cet été, Kalivia (partenaire d'Harmonie Mutuelle, de Malakoff Médéric...) devrait lancer son réseau dentaire et proposer un tarif moyen peu agressif de 1800 € l'implant. En contrepartie, Kalivia espère obtenir l'adhésion de plusieurs milliers de partenaires.

- **Les soins à l'étranger.** Patiente d'une clinique en Hongrie, Mireille a fait ses calculs. « Pour l'extraction d'une dent, la pose de 6 implants et une greffe osseuse, j'ai payé 6800 €, soit environ 10000 € d'économies par rapport à ce que j'aurais dû déboursier si j'avais fait réaliser ces soins en France. En plus, je vais visiter la Hongrie lors de mon deuxième séjour! », se réjouit-elle. Le tourisme médical est en pleine expansion, Hongrie, Espagne et Portugal en tête, qui pratiquent des tarifs de 40 à 60 % inférieurs à ceux appliqués en France, avec la même prise en charge par la Sécurité sociale et les mutuelles.

Les cliniques étrangères reçoivent les patients à l'aéroport, parfois même leur proposent un hébergement, et prévoient la présence d'un interprète lors des rendez-vous. Attention, le choix d'un établissement ne doit pas se faire sur la base des seuls tarifs. Expérience du praticien, nombre d'implants posés par an et leur marque, modalités de reprise des soins en cas de complications sont autant de questions à poser avant de se lancer. En ce qui concerne les fabricants d'implants reconnus, les experts interrogés nous ont cité Biomet 3i, Astra Tech, Camlog, Dentsply, GC Tech, Nobelbiocare et Straumann.

Pour vous simplifier la tâche, des agences se sont spécialisées dans ce créneau : Smile Partner, Novacorporus, Ypsée... Elles ont noué des partenariats avec des cliniques étrangères et proposent de vous aider dans toutes vos démarches. Dans les deux cliniques hongroises partenaires de Smile Partner, un implant est facturé à partir de 940 €, et à partir de 1 190 € chez ses deux partenaires espagnols. Sans rien sacrifier à la qualité. « Nos chirurgiens posent des implants provenant des plus grandes compagnies internationales, affirme Caroline Freuchet-Bournay, fondatrice de Smile Partner. En outre, avec 800 poses d'implants par an à leur actif, ils sont rodés à cette pratique. » Reste que ce n'est qu'à partir de 2 ou 3 implants, et pour des reconstructions lourdes, que le tourisme médical se justifie pleinement.

Patricia Erb